

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise
ud95.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Pontoise, le 21 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTEC INDUSTRIE

208/210 RUE MICHEL CARRE
BP 96
95870 Bezons

Références : ud95-2025-0656
Code AIOT : 0006505519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement PROTEC INDUSTRIE implanté 208/210 RUE MICHEL CARRE 95870 Bezons. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative aux pertes d'utilités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEC INDUSTRIE
- 208/210 RUE MICHEL CARRE 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Protec Industrie, implantée au 208-210 rue Michel Carré à Bezons, appartient au groupe PROTEC, spécialisé dans les traitements de surfaces de pièces métalliques (dépôt métallique, décochage, dégraissage, décapage, dépôt de peinture, contrôle non destructif) à destination de grands donneurs d'ordre industriels, notamment dans le domaine de la décoration, de l'aéronautique et de l'aérospatiale. Le groupe dispose de 2 usines dans le Val d'Oise. Le second site est situé à Saint-Brice-sous-Forêt.

Les installations de la société PROTEC INDUSTRIE relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2565-1a, 2565-1b, 2565-2a, 3260, 4110-2a et 4120-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et du régime de la déclaration ou de la déclaration avec contrôle périodique pour 8 autres rubriques. L'établissement est classé SEVESO seuil bas par dépassement direct du seuil pour la rubrique 4120-2a concernant les produits solides de toxicité aiguë de catégorie 2.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 12 janvier 1988, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 août 2013 et du 4 mai 2015.

L'effectif sur site est composé de 200 salariés, qui travaillent en 3x8 du lundi au vendredi.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative et rubriques ICPE	Code de l'environnement, article R.181-46	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Fiche de données de sécurité : fourniture et respect des préconisations	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31.1.a) et 37.5.a)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Manche à air	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
11	Conformité aux dossiers	AP Complémentaire du 22/08/2013, article 1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets atmosphériques : débits minimums d'extraction	AP Complémentaire du 22/08/2013, articles 3.2.2 et 57	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Alimentation en énergie et utilités associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
7	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé 6 non-conformités, dont deux récurrentes, et a formulé 3 observations lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Situation administrative et rubriques ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative et rubriques ICPE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :</p> <p>1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :</p> <p>a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;</p> <p>2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :</p> <p>a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification</p>

significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'activité du site est en progression et qu'il est difficile d'obtenir des enlèvements de déchets réguliers. L'exploitant a indiqué qu'il souhaiterait augmenter la capacité de stockage de déchets. L'inspection a indiqué qu'il est possible de modifier ces capacités de stockage de déchets à la hausse si l'exploitant justifie que cela n'augmente pas les risques chroniques ou accidentels du site, identifiés dans l'étude des dangers mise à jour du site.

Par ailleurs, l'augmentation des capacités de stockage des déchets peut diminuer la capacité de confinement des eaux incendie dans le sous-sol de la station de détoxification.

L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet les modifications envisagées et préciser les impacts identifiés et les mesures compensatoires ou d'adaptation nécessaires.

La non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 10 avril 2024 est maintenue et rappelée ci-dessous.

Non-conformité n°1 : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet ces modifications de son installation contrairement à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

Fiche de constat n° 2 : Rejets atmosphériques : débits minimums d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/08/2013, articles 3.2.2 et 57
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques : débits minimums d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/10/2024
Prescription contrôlée : article 57 de l'arrêté du 2 février 1998 La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des rejets atmosphériques daté du 03/09/2025 et réalisé par la société APAVE. Ce rapport mentionne des vitesses d'éjection de 8,1 et 8,9 m/s, respectivement pour les rejets PI 4 et PI 6. De ce fait, l'exploitant est revenu en conformité et la non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 10/04/2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2024

Prescription contrôlée :

I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

L'installation est notamment dotée :

a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des tests avaient été réalisés suite à la demande de son assureur afin de mettre en place une détection des fumées dans les gaines d'aspiration. Ce mode de détection n'a pas été mis en place car les essais n'étaient pas concluants. L'exploitant indique avoir mis en place une détection d'élévation de température dans chaque gaine d'aspiration. Cette sonde est étalonnée à 42°C et coupe l'alimentation électrique des ateliers et des aspirations en cas d'élévation anormale de température.

L'inspection a constaté la présence de certaines de ces sondes lors de la visite du site. Un affichage de la température est disponible au niveau de celle-ci directement dans l'atelier.

Par courriel du 7 novembre 2025, l'exploitant a transmis la facture datée du 4 novembre 2024 et émise par la société GED pour l'installation des sondes de température dans les systèmes d'aspiration.

De ce fait, l'exploitant est revenu en conformité et la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 10/04/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 4 : Fiche de données de sécurité : fourniture et respect des préconisations

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31.1.a) et 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité : fourniture et respect des préconisations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2024
Prescription contrôlée : <p><u>Article 31.1.a)</u></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p> <p><u>Article 37.5.a)</u></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
Constats : <p>Lors de la visite du site, l'inspection s'est rendue dans le local de stockage des peintures afin de sélectionner un produit par sondage. Le produit choisi est le MIPA EP-VERDUNNUNG 971 dont le fournisseur est la société MIPA SE.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'un produit en attente de réception et d'utilisation car l'exploitant attend des informations complémentaires de la part du fournisseur. De ce fait, il indique ne pas avoir la FDS dans sa base de données numérique. Il a fourni à l'inspection la fiche de données de sécurité en format papier. Celle-ci est en français et datée du 28/04/2025.</p> <p>De ce fait, la non-conformité n°4 relevée lors de l'inspection du 10 avril 2024 est levée.</p> <p>L'exploitant a également présenté la FDS d'un autre produit du même fournisseur dont la FDS est en anglais.</p> <p>Observation n°1 : L'exploitant doit s'assurer que ses fournisseurs de produits chimiques transmettent les fiches de données de sécurité en français.</p> <p>L'exploitant a précisé que la mise en place d'un système d'extraction compatible ATEX est prévu pour ventiler le local de stockage des peintures. Par courriel du 7 novembre 2025, il a transmis le devis de la société IDEX daté du 4 novembre 2025 pour l'installation de ce système compatible</p>

avec une ambiance corrosive.

La non-conformité n°5 relevée lors de l'inspection du 10 avril 2024 est maintenue et rappelée ci-dessous.

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne respecte pas les conditions de stockage indiquées dans la FDS du THINNER 0491 conformément à l'article 37.5.a) du règlement européen n°1907/2006, dit REACH. En effet, le stockage de ce produit doit se faire dans un espace ventilé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

Fiche de constat n° 5 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

« Etat des matières stockées-dispositions spécifiques »

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones

d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'inspection a demandé à voir l'état des stocks du site. L'exploitant a présenté l'état des stocks daté du 04/11/2025 qui indique les stockages de produits chimiques et de déchets, ainsi que les zones associées. L'exploitant indique mettre à jour de façon hebdomadaire cet état des stocks. Celui-ci ne met pas en évidence les volumes de produits chimiques contenus dans les bacs de traitement de surface par atelier et par famille chimique (acide, base, chromique, cyanuré).

L'état des stocks présenté, complété des volumes contenus dans les bacs permettrait de répondre aux exigences du point 2 de l'article 50 rappelé ci-dessus.

Par ailleurs, l'exploitant ne détaille pas dans son état des stocks les mentions de dangers associés aux produits dangereux stockés. Cet état des stocks doit être complété afin de permettre de faire le lien entre les produits stockés et le classement ICPE de l'installation (lié aux mentions de dangers). Enfin, ces données peuvent permettre de paramétrer automatiquement via une formule le calcul du respect des seuils SEVESO (par dépassement direct et par règle de cumul).

L'exploitant indique que cet état des stocks est mis à disposition des services de secours près de l'accueil du site.

Non-conformité n°3 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks permettant de répondre aux exigences de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 6 : Alimentation en énergie et utilités associées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que le site est alimenté en électricité par un transformateur électrique haute tension qui alimente trois postes de distribution sur le site. La coupure générale du transformateur n'est possible qu'en présence des équipes d'ENEDIS et la coupure des postes de distribution est possible par l'exploitant en présence d'un employé ayant l'habilitation électrique. Le site est alimenté en eau par le réseau d'eau de ville. Ce réseau d'eau alimente les sanitaires et peut également être utilisé pour remplir la réserve d'eau enterrée du sprinklage (300 m³). La chaufferie du site est alimentée en gaz de ville. En cas de coupure d'électricité, l'exploitant indique qu'une électrovane coupe l'alimentation en gaz du site. Des vannes de coupures gaz sont accessibles depuis l'extérieur du bâtiment. Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 7 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'en cas de perte d'électricité, le site est mis en sécurité. Les éléments de chauffe des bains de traitement de surfaces, les systèmes de ventilation, l'alimentation en gaz s'arrêtent. De plus, les portes coupe-feu maintenues ouvertes par des électroaimants se ferment. L'exploitant indique que la centrale du système de sécurité incendie (SSI) est prévue pour fonctionner sur batteries pendant 12 heures. La détection incendie fonctionne également sur batteries pendant 12 heures. L'exploitant a précisé qu'en cas de défaillance électrique, la centrale SSI appelle les personnes d'astreinte du site afin de signaler le dysfonctionnement. Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
Constats : L'exploitant a précisé que son système de sécurité incendie est secouru par une batterie prévue pour maintenir l'alimentation électrique pendant 12 heures (Cf. fiche de constat n°6). L'inspection a questionné l'exploitant sur la vérification régulière de ces batteries. L'exploitant a précisé que celles-ci ne sont pas vérifiées mis à part lors des contrôles réglementaires annuels du SSI. L'inspection a précisé qu'il serait utile que l'exploitant s'assure que l'autonomie des batteries est vérifiée périodiquement. Observation n°2 : L'exploitant doit s'assurer qu'une vérification périodique de l'autonomie des batteries de secours alimentant le SSI est réalisée à échéance régulière.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 9 : Manche à air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Manche à air
Prescription contrôlée : Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'installation est dépourvue d'un appareil de détection indiquant la direction du vent alors que l'étude des dangers de l'installation met en évidence qu'un mélange incompatible de produits chimiques peut entraîner une émission à l'atmosphère de substances dangereuses. Non-conformité n°4 : L'installation est dépourvue d'un appareil de détection indiquant la direction du vent contrairement à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 10 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : <p>« Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p>« En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>« En cas de dispositif de confinement externe :</p> <p>« - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</p> <p>« - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</p> <p>« - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <p>« - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</p> <p>« Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <p>« - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</p> <p>« Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <p>« - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</p> <p>« - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>« Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>« Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
Constats : <p>Suite à l'incendie ayant impacté une partie du site en mai 2021, l'exploitant a modifié la conception de son bassin de confinement des eaux incendie. En effet, l'intervention des services de secours avait été rendue difficile en raison d'un risque de mélange incompatible entre les déchets cyanurés présents dans la station de détoxification en sous-sol, utilisée comme bassin de confinement, et les eaux incendie acides.</p>

Lors de la reconstruction, l'exploitant a fait le choix de séparer les bassins de confinement des zones cyanurés et acido-basiques. Les capacités de rétention situés sous les bacs de traitement de surface alimentent l'un ou l'autre des bassins en fonction des caractéristiques chimiques du produit.

Deux ateliers du site contiennent des bacs de traitement de surfaces cyanurés et acido-basiques. Il s'agit de l'atelier n°8 cadmiage au tonneau et l'atelier n°3 galvanoplastie. L'inspection a vérifié par sondage la bonne séparation des rétentions au sein de l'atelier n°3. Il a été constaté qu'un mur d'une vingtaine de centimètres de haut sépare les rétentions des zones cyanurés et acido-basiques.

Puis en cas d'incendie, ces rétentions vont se remplir avec les eaux d'extinction (sprinklage et extinction par les services de secours) jusqu'à atteindre la surverse menant par gravité vers le bassin de confinement des produits cyanurés ou acido-basiques.

En situation accidentelle, cette séparation des rétentions permettrait de limiter la majeure partie des risques de mélanges incompatibles mais l'exploitant doit s'assurer de l'absence de risque de déversement d'un bassin de confinement vers le deuxième par une remontée via les caniveaux des rétentions.

Dans l'étude des dangers, il est indiqué que le bassin de confinement est équipé d'un revêtement anti-acide sur une hauteur de 2 mètres. L'inspection a constaté ce revêtement sur une hauteur d'environ 2 mètres lors de la visite du site et que les caniveaux servant à diriger les eaux d'extinction sont pour les plus bas à environ 3 mètres de hauteur. Il est également précisé qu'en prenant en compte l'encombrement du sous-sol avec les capacités de stockage des cuves de déchets et un remplissage jusqu'à 2 mètres, les capacités de confinement des eaux incendie sont les suivantes :

- 273 m³ pour le bassin n°1 (produits acido-basiques) ;
- 218 m³ pour le bassin n°2 (produits cyanurés).

Soit un total de 491 m³ pour un volume d'eaux d'extinction incendie à confiner retenu dans l'étude des dangers par la méthodologie D9A équivalent à 420 m³ : 60 m³/h pendant deux heures pour l'extinction du plus grand atelier et l'utilisation de l'ensemble de la réserve d'eau incendie du système de sprinklage de 300 m³.

Néanmoins, l'exploitant n'est pas capable en l'état de justifier de l'absence de risque de déversement de produits acido-basiques dans le bassin de confinement n°2 (produits cyanurés) dans l'hypothèse de l'incendie de l'atelier n°3 oxydation qui ne contient pas de produits cyanurés. Les besoins en eaux incendie retenus sont de 420 m³ pour un bassin de confinement de 273 m³.

De même, dans l'hypothèse de l'incendie de l'atelier n°3 galvanoplastie contenant des bacs cyanurés et acido-basiques, les besoins en eaux incendie retenus sont de 420 m³ pour un bassin de confinement de 273 m³ pour la partie acido-basique et 218 m³ pour la partie cyanurée. L'exploitant doit justifier que les capacités de confinement des eaux sont adaptées afin d'éviter les mélanges incompatibles au sein de celles-ci.

L'exploitant peut affiner les hypothèses prises pour le calcul D9 et D9A afin de justifier l'adéquation du volume des bassins de confinement.

Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le bon dimensionnement des capacités de confinement des eaux incendie afin d'éviter les mélanges incompatibles de produits chimiques conformément aux éléments repris dans son étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

Fiche de constat n° 11 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/08/2013, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet des présentes prescriptions techniques, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des présentes prescriptions techniques, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a visité par sondage l'atelier n°3 galvanoplastie. Il a été constaté au sein de celui-ci une gaine d'aspiration d'un diamètre important (environ 50 cm) traversant le mur coupe-feu séparatif et débouchant dans les bureaux productions du rez-de-chaussée puis traversant le plafond pour être dirigé vers les points de rejet en toiture. Cette gaine d'aspiration n'est pas équipée d'équipement coupe-feu permettant d'empêcher la propagation d'un incendie vers le reste des locaux traversés par celle-ci. Il a été constaté que les locaux traversés ne contiennent que peu de matière combustible. Dans ce cas, l'exploitant doit mettre à jour le scénario d'incendie de l'atelier n°3 en modélisant l'incendie de l'atelier n°3 et des locaux adjacents traversés par cette gaine d'aspiration non protégée contre la propagation d'un incendie.</p> <p>Non-conformité n°6 : Contrairement à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2013, l'installation n'est pas exploitée conformément aux éléments détaillés dans l'étude des dangers. Le caractère coupe-feu d'une des parois de l'atelier n°3 galvanoplastie n'est pas assuré.</p> <p>Observation n°3 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les parois coupe-feu traversées par des gaines, câbles, etc. sont correctement équipés de dispositifs permettant d'assurer le degré coupe-feu de la paroi.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois